



**MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE**  
**REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)**

**Personne publique**

Ville de Milly-la-Forêt  
Place de la République  
91490 MILLY-LA-FORÊT

**Objet du marché**

**PAOAG0124**

***Mission de maîtrise d'œuvre pour la création d'une cour oasis à l'école  
Julie Daubié***

**Date et heure limites de reception des offres**

**Vendredi 27 septembre 2024 à 12h00**

## SOMMAIRE

1-	Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1	Objet de la consultation.....	3
1.2	Mode de passation.....	3
1.3	Type et forme de contrat .....	3
1.4	Décomposition de la consultation.....	3
1.5	Nomenclature .....	3
1.6	Réalisation de prestations similaires .....	3
2-	Conditions de la consultation .....	3
2.1	Délai de validité des offres .....	3
2.2	Forme juridique du groupement .....	3
2.3	Variante.....	4
3-	Intervenants.....	4
3.1	Conduite d'opération .....	4
3.2	Contrôle technique.....	4
3.3	Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	4
4-	Conditions relatives au contrat.....	4
4.1	Modalités essentielles de financement et de paiement.....	4
4.2	Modalités essentielles de financement et de paiement.....	4
5-	Contenu du dossier de consultation .....	4
6-	Présentation des candidatures et des offres .....	5
6.1	Documents à produire.....	5
6.2	Visite sur site.....	6
7-	Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	6
7.1	Transmission électronique .....	7
7.2	Transmission sous support papier.....	8
8	Examen des candidatures et des offres.....	8
8.1	Sélection des candidatures .....	8
8.2	Attribution des marchés.....	8
8.3	Suite à donner à la consultation .....	8
9	Récompenses .....	9
10	Renseignements complémentaires.....	9
10.1	Adresses supplémentaires et points de contact.....	9
10.2	Procédures de recours.....	9

# 1-Objet et étendue de la consultation

## 1.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet d'assurer une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la création d'une cour oasis à l'école Julie Daubié.

### **Lieu d'exécution :**

Groupe scolaire Julie Daubié  
Rue de l'Hermitte  
91490 MILLY-LA-FORÊT

## 1.2 Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## 1.3 Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 1.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71222000-0	Services d'architecte pour la conception d'ouvrages extérieurs

## 1.6 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

# 2-Conditions de la consultation

## 2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.2 Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent donc répondre sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

En cas d'attribution du marché public à un groupement conjoint, les candidats sont informés que le mandataire du groupement conjoint sera solidaire pour l'exécution du marché public,

de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Afin de répondre au mieux aux besoins, la maîtrise d'œuvre devra intégrer les compétences suivantes :

- Le mandataire de l'opération sera un paysagiste concepteur,
- Les compétences d'un bureau d'études VRD,
- Toute autre compétence qu'elle jugera nécessaire pour mener à bien sa mission.

## 2.3 Variante

Dans le cas où les démarches entreprises par la Ville auprès du Conseil départemental de l'Essonne pour acquérir une partie de la parcelle lui appartenant en vue d'agrandir la cour actuelle de l'école n'aboutiraient pas, l'AMO proposera un projet tenant uniquement compte de l'agrandissement via le terrain bordant la cour actuelle et appartenant à la Commune (article 1.1 du CCTP).

# 3-Intervenants

## 3.1 Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

## 3.2 Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

## 3.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

# 4-Conditions relatives au contrat

## 4.1 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## 4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

# 5-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC),
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Annexe A – Synthèse des concertations réalisée par le CAUE de l'Essonne (Pré-programme)
- Annexe B – Certificat de visite

Il est téléchargeable gratuitement par chaque candidat sur la plateforme « marchés sécurisés » à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

Les candidats sont encouragés à s'identifier sur ce site préalablement au téléchargement du dossier de consultation afin qu'ils puissent être informés des éventuelles modifications du DCE ou de tout avis rectificatif d'appel public à la concurrence.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur le fait qu'en cas de retrait anonyme du dossier de consultation, les candidats ne seront pas informés des éventuelles modifications du DCE ou de tout avis rectificatif d'appel public à la concurrence.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6-Présentation des candidatures et des offres

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellé
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellé
---------

Déclaration appropriée de banques ou prévue d'une assurance pour les risques professionnels
---

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
---

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat).

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr). Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellé
L'acte d'engagement et ses annexes
Une offre financière pour chaque élément de mission
Le mémoire technique qui comportera : <ul style="list-style-type: none"><li>- La composition de l'équipe affectée au projet (organigramme, interlocuteur dédié, qualification et compétences),</li><li>- Les mesures prises de sécurisation des travaux (partie en site occupé) - l'expérience dans la constitution des dossiers de demande de subvention (exemple),</li><li>- Le mode opératoire définissant les mesures environnementales : gestion du bruit, gestion de l'eau pendant le chantier, choix des matériaux,</li><li>- L'expérience sur des projets similaires.</li></ul>
Un planning prévisionnelle de la phase de conception et de la phase travaux
Le certificat de visite sur site

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 Visite sur site

Une visite sur site est obligatoire (certificat en annexe B). Elle se tiendra sur un seul jour, le mercredi 18 septembre 2024. Un mail doit être adressé au préalable au secrétariat des services techniques à l'adresse suivante: [technique@milly-la-foret.fr](mailto:technique@milly-la-foret.fr) au plus tard le lundi 16 septembre 2024.

## 7- Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

## 7.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur.

Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier.

Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique,
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Mairie de Milly-la-Forêt  
Service des Affaires Générales  
Place de la République  
91490 MILLY-LA-FORÊT

La copie de sauvegarde peut également être transmise par voie dématérialisée, à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

L'acheteur n'impose aucune règle de nommage des fichiers.

Toutefois, la dénomination des documents de votre candidature et de votre offre est importante : elle doit être la plus simple possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir. La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 200 Mo.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

## 7.2 Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# 8 Examen des candidatures et des offres

## 8.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 8.2 Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152- 1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation.

En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée. Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Prix des prestations	50%
2- Valeur technique : apprécié au regard du mémoire technique	35%
3- Clarté et cohérence du planning proposé	15%

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## 8.3 Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.



L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours

## 9 Récompenses

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats admis à remettre des prestations et non retenus.

## 10 Renseignements complémentaires

### 10.1 Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée dans les meilleurs délais à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification.

### 10.2 Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Versailles

56 avenue de St Cloud

78011 Versailles

Téléphone : 01 39 20 54 00,

Télécopieur : 01 39 20 54 87.

Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.